



**ACTIVISME** Après s'en être pris à Google, l'artiste hacker italien a récidivé en publiant une liste de sociétés enregistrées aux îles Caïmans.

# Paolo Cirio, à un clic du paradis

Par **MARIE LECHNER**

**P**aolo Cirio, 35 ans, artiste italien, n'a eu de cesse de s'attaquer aux pouvoirs de l'ombre, que ce soit la finance offshore ou les mastodontes qui contrôlent Internet, réalisant des projets provocateurs et des hacks plus ou moins illégaux. Parmi ses forfaits, en solo ou en bande, il a volé 1 million de profils Facebook, republiés sur un site de rencontres, siphonné des livres numériques d'Amazon qu'il a mis à disposition gra-

tuitement, fabriqué et distribué des milliers de cartes de crédit, contre-faisant de l'argent virtuel, ou encore affiché sur les murs les photos taille réelle de gens exfiltrés de Google Street View.

«**PARASITE**». Son fait d'armes le plus machiavélique et le plus connu remonte à 2005, fomenté avec ses complices de l'époque, les artistes autrichiens Ubermorgen.org et Alessandro Ludovico. Connu sous le nom de code Gwei pour «Google will eat itself», son objectif, ambitieux, n'était autre que de racheter





Installation présentée au CCC Strozina, à Florence, en 2013. En haut, un diagramme, en bas, la liste des sociétés enregistrées aux îles Caïmans et les certificats d'incorporation. PHOTOS COURTESY OF PAOLO CIRIO

Google via son propre outil publicitaire. Le projet comporte un site Web qui a pour seul but d'amener les internautes à cliquer sur les publicités textuelles placées automatiquement par le programme AdSense de Google. Pour chaque clic, Gwei reçoit une somme qui sera ensuite automatiquement réinvestie dans l'achat d'actions Google.

«Le plus grand ennemi d'un tel géant, c'est le parasite, analysent les auteurs du sabotage. Si les parasites sont assez nombreux à sucer des petites quantités d'argent dans ce système autoréférentiel, ils videront cette montagne de données artificielle et son risque inhérent de totalitarisme numérique.» A long terme, le plan est de «prendre» Google et de redistribuer les actions à la communauté des internautes via le site GTTP «Google to the people». Gwei a été créé il y a près de dix ans et, depuis, Internet a beaucoup changé, mais ce projet visionnaire reste d'actualité, Google n'ayant fait qu'asseoir son monopole. Le projet, en sommeil sur le Net, est redevenu viral ces derniers temps, même s'il n'est plus opérationnel: Google a fini par désactiver plusieurs des comptes AdSense de Cirio, démasqué alors qu'il générerait des clics frauduleux avec ses armées de bots (agents logiciels automatiques ou semi-automatiques).

**COLÈRE.** La dernière action en date de Paolo Cirio lui a valu des menaces de poursuites, mais aussi un prestigieux Golden Nica, sorte de palme d'or du numérique décernée par le doyen des festivals d'art électronique, Ars Electronica, à Linz (Autriche). Le projet s'intitule Loophole4All.com et consiste à «démocratiser l'évasion fiscale» en rendant publique la liste de plus de 200 000 compagnies enregistrées aux îles Caïmans [lire ci-contre]. Sur un site dédié, Loophole4All.com, il a mis en vente des contrefaçons de certificats d'incorporation, document légal qui officialise la création d'une entreprise. Pour 99 cents, chacun pouvait usurper l'identité d'une compagnie, provoquant la colère des autorités, des banques comme PayPal et des firmes concernées. Après trois semaines d'activité, PayPal a suspendu le compte. Loophole4All.com a été exposé dans plusieurs musées comme le ZKM à Karlsruhe, ou le CCC Strozina à Florence. Il sera présenté dans le cadre de l'exposition «CyberArts» lors de l'Ars Electronica, dont la prochaine édition se déroule du 4 au 8 septembre. ◆



Paolo Cirio détaille Loophole4All.com, son concept artistique qui dénonce l'évasion fiscale en la rendant accessible à tous:

## «Créer une menace contre un système puissant»

Paolo Cirio, artiste et activiste italien, auteur du projet Loophole4All.com, explique sa démarche.

**Pourquoi prendre pour cible les paradis fiscaux ?**

Comme la plupart des activistes, j'ai toujours trouvé très contradictoire que des gens puissants échappent aux impôts dans des pays comme la Suisse. Avec la crise financière et le mouvement Occupy, les mécanismes des centres offshore ont commencé à émerger, et l'on a vu combien l'activité offshore s'était banalisée pour les multinationales comme pour les banques.

**Pourquoi les Caïmans, plutôt que les Bermudes ?**

J'avais une longue liste de pays en ligne de mire. J'ai commencé avec les Caïmans parce que c'était l'un des seuls dont je pouvais voler les données. C'est aussi le centre offshore le plus important de la finance américaine, sous gouvernement britannique. Les Bermudes sont surtout utilisées par les multinationales; les îles Vierges par le business chinois; Jersey par les banques britanniques; le Liechtenstein par les riches Allemands; l'île Maurice par les Indiens, etc. L'idée était d'établir Loophole4All.com à toutes ces juridictions offshore, mais après la publication du projet, j'ai été submergé par les réactions.

**Comment avez-vous réussi à obtenir ces informations ?**

J'ai demandé un accès à la partie privée du site du gouvernement de l'archipel qui comporte le registre des compagnies, et j'ai simplement exécuté un script pour trouver tous les numéros d'identification fiscale. Au bout de quelques mois, j'ai réussi à assembler la liste complète des firmes aux îles Caïmans, qui n'était pas publique ni navigable. C'est un hack vraiment tout simple. Ce qui a demandé le plus de travail, c'était de nettoyer les données et de rendre tout ça compréhensible.

**Concrètement, une fois que j'ai acheté un certificat, que puis-je faire de ce bout de papier ?**

Vous le joignez à d'autres paperasses quand vous remplissez votre déclaration d'impôts ou lorsque vous facturez votre travail. Vous déclarez que votre business est enregistré aux Caïmans et que, par conséquent, vous n'avez pas d'impôts à payer à votre pays d'origine. C'est aussi simple que ça, grâce à nos lois. Etant donné que les propriétaires de compagnies aux Caïmans sont anonymes et secrets, tout un chacun peut prétendre en être le boss. Il est impossible pour les autorités finan-

cières de savoir si vous trichez ou non. Le projet transforme le principal avantage des centres offshore en vulnérabilité.

**Les autorités des îles Caïmans ont nié qu'il s'agissait d'un hack et prétendu que vous aviez juste copié-collé des informations disponibles...**

Ça dépend de votre définition du hack. L'interface n'est pas vraiment accessible et les données ont des mentions légales concernant leur utilisation.

**INTERVIEW** Mais quoi qu'il en soit, mon hack ne visait pas leurs serveurs ou données mais le document juridique du certificat d'incorporation, et la manière dont il pouvait être utilisé pour voler des identités. Finalement, le vrai hack est plutôt comment j'ai réussi à créer une menace contre un système si puissant avec un concept artistique, tout en trouvant une faille et en suscitant une large participation au projet.

**Combien de personnes en ont acheté ? Qu'en ont-elles fait ?**

J'ai eu environ 700 demandes de certificats sur le site. Ça va de Russes louches me posant des questions techniques sur son utilisation à des demandes plus générales émanant de fermiers espagnols qui se plaignaient de payer trop d'impôts pour vendre leurs légumes. La plupart des demandes provenaient de freelances qui doivent facturer et paient un tas d'impôts. Pour moi, la participation est très importante, pour le potentiel que ça peut produire et le pouvoir du concept. Je n'ai pas le contrôle sur ce que les gens font de mon idée une fois qu'elle est lancée.

**Pourquoi avoir choisi de faire payer ces certificats, plutôt que les donner gratuitement ?**

J'ai pensé qu'il était plus intéressant de rivaliser avec les Caïmans sur le plan des affaires en revendant ce qu'ils considèrent comme leur principale ressource, à savoir vendre des incorporations pour éviter les impôts et cacher de l'argent. C'était aussi une manière d'expérimenter la vente d'art conceptuel. Toute personne acquérant un certificat serait également un collectionneur d'art.

**Cela vous a valu quelques ennemis avec PayPal...**

PayPal a supprimé le compte trois semaines après le lancement du projet, et j'ai perdu les 700 dollars [530 euros, ndr] qu'ont rapporté les ventes sur une très courte période. Dans la lettre de PayPal, il était écrit : «PayPal ne peut être utilisé

pour vendre ou recevoir des paiements d'items qui encouragent, font la promotion ou forment d'autres à s'engager dans une activité illégale.» En attendant, PayPal [propriété d'eBay Inc.] est une compagnie basée au Luxembourg, un pays offshore, et sa propre légalité est contestable car il évite toute responsabilité à l'échelle du monde dans lequel il opère, gé-

nantant quelque 145 milliards de dollars non taxés [110 milliards d'euros].

**Est-ce important qu'il s'agisse d'un hack et non d'un hoax artistique ?**

Absolument, les hoaxes [canulars] ont perdu leur impacte, les gens se sont habitués aux trolls et ils veulent désormais quelque chose d'authentique. Personnellement j'ai l'im-

pression qu'on assiste à un retour du réalisme dans l'appréciation artistique. Les trente dernières années de la civilisation occidentale sont l'histoire d'une sorte d'hyper-réalité, où il était acceptable que le secteur

financier puisse produire de l'argent à partir de rien par magie, qu'on utilise les ressources naturelles sans limites et que l'on se fie à des technologies risquées; le temps était vraiment virtuel. Désormais, nous en payons les conséquences, et nous voulons la vérité à tout prix. Je tiens à ce que mes projets aient une sorte d'utilité pour le public, qu'ils révèlent quelques vérités importantes et que le processus et les réactions soient transparentes, tout en assumant leur responsabilité sous mon vrai nom.

**Votre nouveau projet se penche sur la gouvernance participative globale...**

Oui, la question est de savoir comment créer une législation sur laquelle chacun peut voter en temps réel, à partir de n'importe quel coin du globe. Ce qui revient à concevoir une utopie structurelle. Les abus financiers, écologiques et technologiques affectent la planète entière, et pourtant nous ne pouvons voter ou décider sur aucune de ces questions. Pas plus que nos nations ou régions ne sont en mesure de gouverner ce nouveau territoire global. Ceux qui décident à l'échelle mondiale sont vraiment peu nombreux, et la compétition économique l'emporte sur les besoins des gens.

C'est pour cette raison que ce projet est une conséquence de celui sur les centres offshore, tentant d'illustrer notre besoin d'une démocratie globale, où chacun pourrait voter et prendre position démocratiquement sur des questions globales.

Recueilli par M.L.